



ne manquait à ce télégramme à sensation qu'une petite adjonction. « Ce sang, c'est le mien...!!! » avec la signature de son auteur Beis, et la mise en scène eût été parfaite.

Eh bien oui, il paraît que l'intrus Beis a reçu des femmes de Chevenez, une distribution quelque peu salée, comme d'ailleurs on pouvait s'y attendre à chaque instant, étant données les allures insultantes et provocatrices du personnage. Là-dessus, tapage des mieux organisés dans la presse radicale. Le gouvernement se rassemble à la hâte. Dans l'effarement, on parle d'occuper les « Kroumirs » de Chevenez; le télégraphe est jour et nuit en mouvement de Berne à Porrentruy et retour. Le préfet fait les rapports les plus alarmants. Beis demande protection contre une population qu'il dit fanatisée et qu'il se plaît à exciter de toutes manières. Force doit rester à la loi, répétèrent en chœur les libéraux de toutes nuances, quoique au fond du cœur, beaucoup d'entre eux soupirent après le départ de leur trop compromettant protégé.

Bref, le résultat de toutes ces alarmes est qu'un renfort considérable de gendarmerie arrive à Chevenez mardi soir, et que mercredi, à 3 1/2 heures du matin, une brigade de gendarmes conduite par le préfet Favrot en personne, se fait ouvrir les maisons du village désignées par Beis, et qu'on s'empare de trois femmes pour les écrouer dans les prisons de Porrentruy. L'une de ces femmes est dans un état de grossesse très avancée; une autre est une personne de 58 ans, et la troisième est une jeune femme.

Cet exploit du Préfet de Porrentruy passera certainement à la génération future. Pourvu qu'il ne s'y ajoute pas un accouchement en prison! Ce serait un curieux pendant aux clameurs des libéraux de tout calibre pour Jessa Helfmann, la prisonnière de Russie. Mais vos lecteurs sont sans doute impatients de connaître les détails des crimes qui ont nécessité l'emploi de la force publique contre les trois femmes de Chevenez. Tout d'abord, je me hâte de les rassurer sur l'illustre Gascon aux gages des Missions anglicanes. Beis est encore entier. C'est lui-même qui est venu à Porrentruy, la figure quelque peu égratignée, pour aviser le préfet de l'attaque qu'il venait d'essayer, et télégraphier à tous les journaux de la secte que sa vie n'est plus sûre à Chevenez. Ce brave homme, depuis les ovations que lui ont décernées les vieux catholiques au récent synode de Bâle, tient essentiellement à faire parler de lui et à se distinguer. Les occasions ne lui manquent pas, comme vous allez voir.

On n'a pas oublié la résistance énergique des femmes de Chevenez lors de la tentative de prise de possession de l'église paroissiale par l'intrus Beis, en suite du malheureux décret du conseil exécutif assignant à la minorité dissidente de Chevenez (laquelle en réalité n'existe plus) l'église paroissiale pour les besoins de son culte. Vos lecteurs savent aussi que le conseil paroissial, à la suite de promesses et d'engagements sur lesquels je reviendrai, se laissa persuader que le mieux était, afin d'éviter une occupation militaire imminente, disait-on, de donner satisfaction au gouvernement en livrant l'église à Beis.

On profita du marché de Porrentruy, le 20 mai, pour introduire ce malheureux à l'église; les mesures étaient prises pour empêcher les femmes d'y pénétrer. Il va sans dire que le prêtre schismatique y ayant célébré, la paroisse catholique dut quitter son église et se retirer dans la chapelle de la persécution. L'autorité fixa à Beis les heures de son culte auquel personne à peu près n'assistait.

Mais l'apostat ne perd aucune occasion de vexer la population. Lundi dernier, pendant que se célébraient dans la chapelle catholique romaine les obsèques d'un paroissien, Beis s'en alla, pour faire pièce à la clochette des catholiques romains qui sonnaient l'enterrement, sonner les cloches de l'église pour annoncer, bien avant le temps fixé, sa messe. Sur ces entrefaites arrive le cortège funèbre qui entoure l'église. Toute l'assistance était indignée de l'insolence de cet étranger, bravant ainsi ouvertement la population.

Sur les murmures de la foule, Beis fait des gestes provocateurs et jette le contenu de ses burettes sur les femmes. Celles-ci le poursuivent, entrent dans l'église, se saisissent de l'intrus, et le chassent comme la première fois du temple. Beis veut alors leur lancer des pierres. C'est alors qu'il reçut des coups de poings. Dès que lui-même ne frappa plus, les femmes le laissèrent, et il parvint à rentrer dans l'église où il s'enferma sans oser sortir jusqu'à l'arrivée de l'autorité.

Voilà tout! Et c'est pour cela que trente gendarmes bernois, armés jusqu'aux dents, se saisissent au petit jour de trois femmes qu'ils arrachent à leur famille pour les amener, comme des criminelles, dans les prisons de Porrentruy.

Cette équipée fera époque dans l'histoire des inepties de nos fameuses autorités radicales. Le gouvernement a été, il faut le reconnaître, un peu mieux avisé que le préfet Favrot: Au lieu d'expédier un bataillon à Chevenez avec un commissaire proconsul, il a délégué un de ses membres pour voir par lui-même la situation. Mercredi M. de Watteville, directeur de justice et police et chargé du département des cultes, arrivait avec son secrétaire à Porrentruy pour se diriger en toute hâte sur Chevenez. Il aura pu se convaincre de l'exagération du rapport du préfet et du mal fondé des doléances de Beis. Celui-ci prétend qu'il ignorait, quand il a sonné sa messe à l'église, qu'un service funèbre se célébrait dans la chapelle romaine, à trente pas, et que le cortège allait arriver au cimetière. On peut par là juger de la bonne foi du Gascon qui se complait à mettre le gouvernement de Berne dans de si belles trauses. Voilà les belles conséquences de la jouissance des églises.

M. de Watteville est reparti un peu plus tranquille qu'il n'était venu. Avant son départ, les trois prisonnières, pour la capture desquelles il avait fallu amener trente gendarmes à Chevenez, ont été relâchées. Quant au préfet Favrot, ses allures félines, moins cassantes peut-être que celles de Proté, seront appréciées à Berne à leur juste valeur. Pauvre gouvernement, qui est dans l'absurde position de ne voir les affaires du Jura que par les yeux de fonctionnaires qui font profession publique de vieux-catholicisme, et par conséquent sont intéressés à l'induire en erreur et à lui cacher la situation réelle du pays! Mais aussi « tu l'as voulu, Gorges Dandin, tu l'as voulu! » Hélas!

Le conseil d'Etat du Valais, répondant à une communication du Conseil fédéral, vient de faire part à cette autorité des réserves et conditions qu'elle met à son adhésion au contrat de fusion entre la Suisse-Occidentale et le Simplon.

Le gouvernement valaisan demande de la manière la plus formelle que les conditions de l'arrêté fédéral du 1<sup>er</sup> août 1873, concernant les enchères de la Ligne d'Italie et l'acte de concession, découlant de l'arrêté fédéral du 24 septembre 1873 et portant concession du chemin de fer de la Ligne d'Italie par le Simplon, soient maintenus intégralement.

Partant de ce principe, il présente les observations suivantes:

La nouvelle Compagnie sera tenue de construire et d'exploiter les sections du chemin de fer du Bouveret à la frontière française près de St-Gingolph et de Brigue à la frontière italienne.

Le conseil d'Etat réserve à ce propos ses droits au rachat de la ligne si les travaux de la traversée du Simplon n'étaient pas commencés pour le 1<sup>er</sup> mai 1880 et il demande qu'il soit procédé, en vue de l'éventualité de ce rachat, à un inventaire de l'actif de la Compagnie du Simplon avant le jour de la fusion.

On sait que la Compagnie du Simplon a obtenu de l'Assemblée fédérale une majoration de tarifs. Le conseil d'Etat du Valais estime que la Compagnie fusionnée n'est plus dans les conditions qui avaient fait accorder cette faveur à la Compagnie du Simplon; elle en demande la suppression et, partant, le rétablissement des tarifs au taux prévus par la concession.

En dernier lieu, le conseil d'Etat du Valais demande que ce canton soit représenté comme Etat dans le conseil d'administration de la Compagnie, et cela sans préjudice de la disposition qui dit qu'un ressortissant du canton du Valais doit faire partie du conseil d'administration. La Compagnie devra aussi être représentée en tout temps par un fondé de pouvoirs à Sion.

Le conseil d'Etat ajoute que le Grand Conseil a approuvé à l'unanimité son attitude dans cette affaire.

La loi sur les épidémies sera mise à l'ordre du jour d'une des prochaines séances du Conseil national.

On annonce qu'une proposition sera faite demandant qu'il ne soit pas entré en matière actuellement sur ce projet. Le but des auteurs de cette proposition serait d'éviter que le code des obligations et la loi sur les épidémies ne soient présentés simultanément au peuple. Il est possible, en effet, que le referendum soit demandé pour cette der-

nière loi et les auteurs de la proposition d'ajournement craignent que le code des obligations ne soit englobé dans ce mouvement et ne souffre du rapprochement.

La convention signée à Paris entre M. Kern (pour la Suisse), et M. Jagerschmidt (pour la France) comprend une convention douanière relative aux rapports de Genève et de la zone franche; — au raccordement d'Anemasse à Genève; — au raccordement de Besançon au Locle, avec un protocole final réservant la ratification simultanée des diverses conventions de raccordement et prévoyant un raccordement pour Carouge et Veveyrier et pour ligne du lac, Bouveret-Simplon.

M. Kern a été chaudement félicité par notre ministre des affaires étrangères pour la persévérance et l'habileté qu'il a apportées dans ces délicates questions.

Zurich

L'interdiction du congrès socialiste a été prononcée par le gouvernement, à la majorité de cinq voix contre deux. MM. Hauser et Stœssel ont protesté contre cette décision, avec insertion au protocole.

Vaud

Niedrisch et Locher ont été conduits hier par chemin de fer à Berne, où ils ont été immédiatement enfermés à la maison de force.

Genève

Dans sa séance de lundi la Commission de surveillance de la Caisse hypothécaire a nommé M. Emile de Cambessedès, conseiller d'Etat, aux fonctions de directeur de cet établissement, en remplacement de M. Viridet, démissionnaire.

NOUVELLES DE L'ETRANGER

Lettres de Paris

(Correspondance particulière de la Liberté.)

Paris, 14 Juin.

M. Gambetta était tellement irrité hier de la révolte de la majorité, qu'il ne prenait même pas la peine de dissimuler son dépit! En revanche M. Clémenceau paraissait rayonnant et s'est tenu pendant presque toute la journée dans la salle des Pas Perdus, dont il faisait résonner les échos des éclats de sa joie exubérante.

Le gouvernement et M. Gambetta paraissent toutefois résignés à la situation. Ils laisseront la Chambre voter le budget comme elle l'entendra.

On me confirme de nouveau ce matin que, « personnellement », M. Grevy n'était nullement favorable à une clôture anticipée de la session et à une brusque convocation des électeurs. Mais certains ministres qui ne voient que la conservation de leurs portefeuilles, la gloriole de faire les élections, étaient visiblement gagnés aux calculs opportunistes.

On se ferait difficilement une idée de l'amertume du langage qui est tenu dans l'entourage de certains ministres et de M. Gambetta, contre la majorité de la Chambre. Il faut une patience surhumaine, disent les confidents des ministres, pour vivre avec cette collection de hâbleurs, de bavards, d'importuns, qui manquent de tout esprit politique et ont pour unique valeur leurs succès et leurs petites habiletés de clocher. Dans ces conditions, c'est à qui, parmi eux, essaiera de se faire valoir, d'être en vue, coûte que coûte, dût la satisfaction d'un amour propre puéril couler des conflits, des crises et des accidents à la manière républicaine. Aussi, certains ministres actuels ne sont ils pas moins las que leurs prédécesseurs.

Avais-je raison de vous mettre en garde contre toutes les rumeurs qui se sont répandues, touchant après le vote sénatorial de jeudi, aussitôt l'attitude que cet échec inspirerait à M. Gambetta? Ce dernier n'avait pris, samedi soir, aucune des résolutions qu'on lui attribuait comme à plaisir, et l'on m'assure qu'avant d'adopter une ligne de conduite, il tenait à conférer avec M. Challemel Lacour, qui est son conseil dans les circonstances graves et délicates.

Si ce renseignement est exact, on peut écarter d'ores et déjà, tous les bruits d'alliance entre M. Gambetta et les hommes des anciens partis pour combattre M. Grevy à frais communs. M. Challemel Lacour ne permettrait certainement pas à son « Télémaque » de contracter cette alliance.

Un rapprochement entre opportunistes

et radicaux serait autrement vraisemblable, — si les hommes extrêmes de la gauche étaient gens à s'y prêter. L'article que M. Ranc a fait paraître dans le *Voltaire* a révélé les tendances de ce rapprochement hostile à la politique de l'Elysée.

Le rejet du scrutin de liste n'affecte pas moins le monde bonapartiste que les amis de M. Gambetta. On assure que des représentants du groupe de l'appel au peuple ont offert ou fait offrir à l'hôte du Palais Bourbon leur concours pour mener une campagne d'opposition énergique contre l'Elysée et la haute Chambre.

Cela ne doit point étonner, pour peu que l'on connaisse le plan électoral que le monde jérémiste caressait. Là, on espérait à l'aide du scrutin par département, arriver non pas à être la majorité dans la Chambre — c'eût été trop d'ambition — mais à être la majorité dans la minorité. Alors, on se serait posé devant le pays comme les derniers et les seuls adversaires du radicalisme, et le jour où un accident quelconque eût renversé la république, on pouvait espérer que le changement de régime se ferait au profit de l'Empire.

Le vote du Sénat a ruiné cette espérance comme tant d'autres.

Les renseignements que plusieurs journaux ont publiés sur les intentions électorales du prince Napoléon seraient inexacts par trop de précision. Le prince démocrate avait conçu, en effet, le projet de profiter du scrutin de liste pour grouper, de nouveau, autour de son nom, les personnalités des diverses nuances impérialistes. Mais dans combien de départements pourrait-il tenter cette entreprise, et quels seraient ces départements? Il n'en sait rien lui-même. C'est, en effet, du côté de ses amis politiques que viennent les principales difficultés.

Il est telle région où les notabilités du parti ont nettement répondu à ses émissaires: « Nous ne pouvons avoir des chances de passer, si le prince n'essaye pas de passer avec nous et dans le bloc. S'il se présente, il ne trouvera ici, pour lui faire escorte sur sa liste, que des noms compromis ou sans notoriété. A lui de choisir. » On comprend que le choix était embarrassant et exigeait réflexion.

Paris, le 15 juin.

Il n'y a aucune confiance à accorder au bruit, qu'en conséquence du vote d'hier à la Chambre des députés, MM. Favre et Cloué se retireraient. D'une part, le vote n'a rien de définitif; en second lieu, on ne doute pas du rejet de la loi dans le vote d'ensemble. Pour prévenir d'ailleurs toute surprise à cet égard et pour empêcher que l'intérêt électoral pousse certains députés à voter pour la loi, il est question de présenter, quand le moment sera venu, une demande de scrutin secret.

On dit que l'Elysée ne redoutait de crise ministérielle qu'à propos du projet Laisant. Ce projet ayant été virtuellement enterré hier par la Chambre, la situation semble éclaircie et rassurée, au moins pour quelque temps.

Il n'est pas exact que M. Grevy « just qu'alors impassible », se soit montré « éfrayé » des conditions où s'était accompli « le voyage de Cahors », et que la crainte éprouvée l'ait alors déterminé à agir sur le Sénat pour faire rejeter le scrutin de liste. Le président a pu voir avec plaisir l'émotion sénatoriale à la suite de ce voyage, mais son entourage assure qu'il se contentait d'un sourire.

Du reste, M. Grevy est redevenu plus impénétrable et plus muet que jamais. Tout ce qu'on a tiré de lui à l'occasion du vote du Sénat, ce sont ces paroles adressées à son frère, venant lui annoncer le résultat: « Je suis heureux de me trouver d'accord avec le Sénat. » Depuis lors, il n'a plus parlé de toutes ces « questions brûlantes ».

Il y a encore, parmi les partisans vaincus de la dissolution précipitée, des hommes disposés à chercher noise aux ministres sur tous les terrains possibles, pour les amener à se retirer; mais le nombre en va toujours diminuant, et il est probable que ce parti pris disparaîtra complètement et sous peu. On sait, en effet, que le cabinet veut avant tout rester aux affaires, et qu'il faudrait croix et bannière pour le faire s'en aller. De plus, ses adversaires sont très refroidis par ce qu'on leur a rapporté des intentions de M. Grevy en cas de crise ministérielle. Le président de la République serait à peu près déterminé, dit-on, dans cette hypothèse, à former une sorte de cabinet d'affaires en dehors des groupes qui auraient renversé M. Ferry et ses collègues. En aucune hypothèse, il ne confierait à des amis de



